

Second séisme meurtrier au Népal : la solidarité « de terrain » plutôt que l'aide « hors-sol »

mardi 19 mai 2015, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 19 mai 2015).

Le Népal a été frappé par un second tremblement de terre de forte puissance, alors que l'aide internationale reste chaotique, inégalitaire. Face à la politique de l'aide définie par les dominants, il faut développer une solidarité internationale « de terrain », en faveur des plus démunis.

Tout tremblement de terre important augmente l'instabilité des failles tectoniques. Il est donc suivi de nombreuses répliques - pouvant provoquer ici de dangereuses avalanches - et, parfois, d'un autre puissant séisme comme ce fut le cas au Népal le 12 mai, avec une secousse de magnitude 7,3 (elle était de 7,8 le 25 avril) qui s'est faite sentir jusqu'à New Delhi, en Inde, et au Tibet, du côté chinois ; provoquant un nouveau cortège de destructions dans un pays déjà lourdement frappé : selon les chiffres fournis par le gouvernement ou l'ONU, on comptait déjà, au 11 mai, plus de 8.000 décès et 16.000 blessés ; plus de 160.000 maisons auraient été détruites et près de 145.000 partiellement démolies ; plus de 8 millions de Népalais seraient affectés sur une population de 28 millions. Ces chiffres considérables étaient encore provisoires quand le séisme du 12 mai est advenu...

Ce second séisme a compliqué plus encore la tâche des secours : il faut à nouveau rechercher les survivants, retrouver les corps des victimes, au lieu de ce concentrer sur la distribution de l'aide et la réhabilitation. Il renforce le sentiment d'insécurité de la population, placée sous un stress permanent, consciente de l'extrême fragilité de sa situation et du caractère à la fois chaotique très inégalitaire des secours. L'insupportable attente des villages reculés offre notamment un douloureux contraste avec la cohorte d'hélicoptères privés loués par les assurances en faveur des touristes isolés sur les pentes himalayennes.

Par rapport à d'autres catastrophes humanitaires (inondations meurtrières au Bangladesh voisin, notamment), le Népal a bénéficié d'une très grande visibilité médiatique et, en conséquence, d'une forte mobilisation de gouvernements [1] et de grandes ONG. Est-ce un mal pour un bien ? Tout s'est fait dans le désordre le plus complet. Les avions sont partis sans savoir s'ils pourraient atterrir sur le petit aéroport de Katmandou, engorgé - celui qui a été affrété par la France a dû faire demi-tour [2] ! Des organisations humanitaires ont débarqué sans aucun contact sur place, cherchant en priorité un lieu d'intervention où elles pourraient être vues des télévisions, leurs logos bien en vue. Des stocks de pots de mayonnaises sont envoyés, sans aucune préoccupation sur les besoins alimentaires réels des populations sinistrées... Tout ceci après tant d'expériences précédentes qui ont montré non seulement l'inefficacité, mais aussi la nocivité de cette politique « hors-sol » de l'aide (le désastre haïtien en offrant l'exemple le plus criant).

Sous couvert d'intervention humanitaire, la visibilité d'un pays sinistré en fait aussi l'enjeu de conflits géopolitiques. Au Népal, il s'agit tout d'abord de la lutte d'influence sino-indienne dans l'Himalaya. Les moyens mobilisés peuvent alors être très importants ; mais la propagande, la mise

sous tutelle du régime, le renforcement des liens avec les possédants prennent le pas. En témoigne l'attitude de la majorité des grands médias indiens venus sur place louer l'action de « leur » gouvernement au risque de rendre les victimes invisibles (et de s'approprier des hélicoptères qui auraient dû acheminer l'aide) ; à tel point que « le mot-clé #IndianMediaGoHome (« Médias indiens rentrez chez vous ») s'est répandu comme une traînée de poudre sur les réseaux sociaux » [3]. Quant aux Chinois, ils plantent systématiquement le drapeau sur tout immeuble visité, l'arbore sur toute tente distribuée.

Certes, de grandes associations comme Médecins sans frontières apportent des secours précieux. Il faut se garder de tout mettre dans le même sac. Mais le Népal montre une fois de plus que l'intervention humanitaire est devenue un « marché compétitif » pour bon nombre d'ONG et que la « politique de l'aide » telle que conçue par les gouvernements répond à des objectifs « diplomatiques » dont les populations sinistrées se trouvent otages.

La chaîne himalayenne est une zone d'intense activité sismique. Pourtant, aucune politique de prévention n'avait été préalablement mise en place au Népal, ainsi que dans d'autres pays de la région. Les riches (qui font la politique) se sentent en effet plus à l'abri : leurs maisons sont solides, leur patrimoine protégé des soubresauts de la nature dans les banques, leurs arrières familiaux assurés - s'ils migrent, c'est un déplacement tout confort. Les pauvres perdent tout dans un cataclysme - s'ils migrent, c'est dans le désespoir.

Comme le rappelle le journaliste indien Praful Bidwai, « *c'est précisément parce que les gouvernements n'ont pas reconnu les risques et ne s'y sont pas préparés par des mesures concrètes que les catastrophes naturelles deviennent des catastrophes sociales. Les tremblements de terre ne sont naturels que dans leurs causes. Leurs effets sont socialement déterminés et transmis par le biais des agencements créés par les sociétés et les gouvernements.* » [4].

A la politique de l'aide « hors-sol » et inégalitaire, il faut opposer une solidarité « de terrain », passant par des mouvements sociaux progressistes socialement enracinés. Elle doit être pensée dans la durée, en faveur des plus démunis. Nos propres liens au Népal étant ténus, nous soutenons l'initiative de La Via Campesina et sa section népalaise [5].

Les désastres humanitaires d'origines diverses se multiplient, en particulier en Asie. Les populations sinistrées ont besoin de notre soutien ; notre responsabilité est engagée, pas seulement celle des gouvernants, de l'ONU et de structures spécialisées. Il serait bon qu'organisations politiques internationalistes, syndicats et mouvements sociaux, associations de solidarité, ONG progressistes... se coordonnent en ce domaine. La question nous est concrètement posée au moins depuis le tsunami de 2004, dans l'océan Indien. Chaque année qui passe confirme son urgence, alors que le chaos climatique provoqué par le réchauffement atmosphérique vient ajouter ses victimes à celle des séismes, des inondations, des guerres et crises économiques...

Pierre Rousset

Notes

[1] Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils contribuent à hauteur des besoins : il y a une semaine, l'ONU déclarait n'avoir reçu que quelque 5% du budget espéré pour les secours ! (LeMonde.fr du 11 mai.

[2] Elle a donc fini par arriver après les autres, alors même que l'ambassade française est critiquée pour avoir refusé d'ouvrir son jardin à des sinistrés ou avoir fait preuve de peu d'efficacité dans la recherche des touristes nationaux dont on était sans nouvelle.

[3] Julien Buisson, reportage du Monde disponible sur ESSF (article 34974), [Au Népal, après le séisme, la diplomatie du désastre humanitaire – Quand la « générosité » fait de l'ombre aux victimes et à la tragédie.](#)

[4] Voir sur ESSF (article 34905), [South Asia, Himalaya and lessons from Nepal earthquake : Prepare and survive.](#)

[5] Voir sur ESSF (article 34861), [Catastrophe humanitaire au Népal : soutenir l'appel à la solidarité lancé par La Via campesina](#) et (article 34860), [Appel à soutien : un tremblement de terre catastrophique au Népal cause d'immenses souffrances et de grandes destructions.](#)